

IBUKA

Ibuka : souviens-toi - en cette belle langue, le kinyarwanda, qui transcende le clivage hutu-tutsi. C'est ce que feront beaucoup de femmes et d'hommes de par le monde, ce 7 avril, premier anniversaire du déclenchement du génocide rwandais. À Kigali. À Paris¹, entre autres capitales, à l'invitation de la communauté rwandaise et d'une quinzaine d'associations humanitaires et civiques, mais aussi en plusieurs villes de province.

Il ne s'agit pas d'une manifestation politique au sens commun, mais d'un acte de recueillement, de retour aux sources du « vivre ensemble » qui est la finalité même du politique. Ce recueillement commence par le souvenir de ces innombrables victimes d'une cruauté inhumaine. Que tout cela ne soit pas vain !

Nous laisserons aussi germer l'interrogation, devant ce qui fut notre impuissance : nous avons laissé rompre le pacte qui, depuis un demi-siècle, maintenait un début de "communauté internationale" : « Plus jamais ça ! ». Pourquoi ? Comment empêcher que cette rupture n'amorce une série de répétitions ? Comment, aussi, aider le Rwanda à surmonter l'épreuve ?

Et nous ne pourrions éviter de penser au Burundi : la haine y a gagné deux factions extrémistes opposées, la peur fait des ravages, enfermant dans le dilemme : massacrer ou être massacré. L'horreur et la bêtise de l'an dernier nous obligent à passer de la forfanterie à l'humilité : mais avons-nous si peu de ressources, de cœur et d'imagination, que nous ne puissions partager d'autre avenir que « Viva la muerte ! ». Les victimes du génocide nous le diront peut-être.

1. Musée des arts africains et océaniques, 293 avenue Daumesnil, métro Porte Dorée à 19 h 30.

SALVES

Fragile Eyadema

Familier depuis 30 ans du Président dictateur général du Togo, Gnassingbe Eyadema, Bernard Debré déclarait à son propos qu'il fallait « sécuriser les présidents qui, à leur rythme, avancent sur cette voie » (la démocratisation), qui « égale toujours fragilisation » (*Jeune Afrique*, 24/11/1994). Il est vrai que ce PDG « tient » depuis des décennies les poids lourds de la politique française, avec des câbles plutôt que des ficelles : péché originel (l'assassinat du Président Olympio), secrets financiers et militaires.

À peine nommé ministre, Bernard Debré s'est précipité à Lomé, où il a présenté comme un progrès vers le respect des droits de l'homme l'amnistie conçue pour l'officier terroriste Djoua (chef des escadrons de la mort). Il s'agissait d'accélérer la « réinsertion » du PDG précarisé, titulaire du RMI (Régime du Maximum d'Insécurité). Le docteur Debré émet depuis un pronostic rassurant : cette amnistie, précise-t-il - en réponse à une question du député Serge Janquin -, « permet de penser que le Togo poursuit progressivement la consolidation du processus démocratique ouvert avec les élections présidentielles de 1993 et législatives de 1994 ». On peut demander aux autres pays européens ce qu'ils pensent de ces élections !

Tocsin

Les évêques zaïrois ont d'adopté le 26 février un document accablant, dressant le tableau « d'un pays qui se meurt ». « Le Zaïre est quotidiennement pillé, non seulement par des étrangers, mais aussi par ses propres dirigeants », la seule issue étant que le peuple prenne ses responsabilités et « se donne de nouveaux représentants ». Quand on connaît l'extrême prudence de l'Église catholique, cela sonne comme un tocsin ! (*La Croix*, 28/02/1995). Mais les nombreux amis, conseillers ou partenaires français de Mobutu (les Aurillac, Chirac, Giscard, Lacaze, J.C. Mitterrand, Pasqua, etc.) se sont depuis longtemps bouché les oreilles.

Branchements

« La politique algérienne de la France se fait [principalement] place Beauvau par les relations personnelles des réseaux du ministère de l'Intérieur », affirme un haut-fonctionnaire (*Libération*, 11/03/1995). Ces réseaux, précise-t-il, sont très branchés sur la junte algérienne, en particulier les chefs de la sécurité militaire. Ceux-ci se répartissent les postes dans un système de trafic portant, entre autres, sur le détournement de l'aide française (par des surfacturations) ou des recettes pétrolières. Les avoirs privés algériens à l'étranger sont estimés à 30 milliards de dollars, plus que la dette publique du pays (27 milliards).

Lugubres élucubrations

Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. Pour « cibler » le président ougandais Museveni, ce contre-exemple de Mobutu qui, avec ses amis rwandais du FPR, mettrait en péril la Françafrique, les « services » et leurs brillants géopoliticiens avaient brodé le « complexe de Fachoda ». Comme en celui d'Oedipe, il ne faudrait pas chercher trop de rationalité : le chef du FPR Paul Kagame était ainsi présenté, dans le même mouvement, comme un communiste polpotien (un « Khmer noir ») et comme le « pion des Anglo-Saxons » (puisque formé à West Point).

Les ennemis de nos ennemis étant nos amis, cela justifiait que l'on soutienne par tous les moyens les offensives du régime massacreur de Khartoum contre la dissidence du Sud-Soudan - appuyée par l'Ouganda (*voir* À fleur de presse). À partir de là, les stratèges de la Françafrique ont enrichi leur scénario - qui mise aussi sur le maintien du chef de guerre tchadien Idriss Déby. Attachez vos ceintures !

« Quelques centaines d'hommes basés au Darfour et équipés avec des Toyota peuvent monter une attaque contre N'jaména et renverser le régime », expose un responsable français. « Aussi notre politique consiste à "garder propre le Darfour" - et tant qu'il en va ainsi, les Soudanais n'auront aucun problème avec nous ».

« Le problème, c'est que la plupart des informations sur le Soudan sont fournies par les Égyptiens, qui ont un intérêt évident à exagérer le danger soudanais. Après tout, ils vivent de l'assistance américaine » (qui stipendie aussi, sans doute, Amnesty, MSF, Caritas, Pax Christi et le rapporteur de l'ONU Gaspar Biro).

Museveni soutiendrait la rébellion sud-soudanaise par crainte des visées arabes. Nos stratèges en déduisent : « Il y a une collusion de fait entre le lobby juif et le lobby noir, qui disent : "Nous faisons face aux mêmes dangers - l'expansionnisme du fondamentalisme arabe" ». Les deux lobbies s'acharneraient à la « diabolisation » du Soudan (*The Middle East*, 02/1995).

La boucle est bouclée : Museveni et le FPR seraient une « aristocratie guerrière », pilotant un lobby noir allié au lobby juif, lequel mènerait la politique américaine par le bout du nez de l'oncle Sam... contre la « grande politique arabe » de Charles Pasqua et consorts - en Irak, en Algérie, au Soudan, etc. Au bout du raisonnement, les Tutsis, les Noubas et les Dinkas rejoignent les Juifs parmi les victimes des idéologies génocidaires...

Le plus étonnant, c'est que ce genre de logique nauséabonde peut proliférer tranquillement dans le vase clos franco-africain, imprégner les notes confidentielles, contaminer les vues des décideurs politiques, qui la distillent, euphémisée, à leurs amis journalistes. Ouvrons les fenêtres, ça sent le gaz !

Fatwas contre l'ONU

En 1994, nos amis de Khartoum avaient menacé le rapporteur spécial de l'ONU sur le Soudan d'un sort pire que celui réservé à Salman Rushdie (*Le Monde*, 17/02/1995). Cela ne l'a pas empêché de saisir la Commission des droits de l'homme à Genève, le 14 février, d'un rapport encore plus accablant sur des exactions gravissimes envers les femmes et les enfants. La guerre dans le Sud, à laquelle la France apporte un concours clandestin, a atteint un nouveau degré dans l'horreur. Esclavage et conversions forcées prolifèrent.

Selon le secrétaire général de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme « des informations concordantes et de source sûre font état de l'arrivée et du séjour en Côte d'Ivoire de Rwandais [...], plus d'une centaine, parmi lesquels figurent des personnes impliquées dans les massacres au Rwanda. Celles-ci auraient établi une liste de personnalités à éliminer, dont le professeur René Degni-Ségué - rapporteur spécial des Nations unies » sur les crimes contre l'humanité au Rwanda. À Abidjan, les membres et sympathisants du *Hutu power* s'organisent. Le 12 mars, ils ont créé le CERC (Cercle d'entraide des Rwandais en Côte d'Ivoire). (*La Voie*, Abidjan, 17/03/1995).

France-Soudan-Iran

Nous ne reviendrons pas sur l'alliance franco-soudanaise. Jean-Charles Marchiani, l'homme-protégé de Charles Pasqua, a apporté une contribution non négligeable à sa conclusion.

Le nouvel ambassadeur iranien à Khartoum a déclaré le 14 février : « Les relations entre l'Iran et le Soudan sont solides, stratégiques et basées sur la conviction profonde que le régime islamique est le meilleur ». Tandis que la France formait la Gestapo soudanaise, 2 000 Pasdarans iraniens instruisaient les milices populaires chargées de mater le Sud.

Que Jean-Charles Marchiani ait pu, dans ce contexte, fournir clandestinement des armes à l'Iran, comme l'affirment *L'Express* et plusieurs autres sources, que le réseau de l'ancien patron du SAC puisse décider de telles actions sur la base d'un raisonnement aussi tordu (voir ci-dessus) que les « coups » dont il est familier - pour ne pas parler d'éventuels arrangements financiers -, cela n'étonnerait aucun initié. Pourquoi, parmi tous ces gens « au parfum » (dont maints journalistes), si peu tentent-ils de mettre au courant la majorité de Français qui considèrent encore Charles Pasqua comme le protecteur des valeurs républicaines ?

Rappelons au passage, à ceux qui applaudissent le premier charter européen d'expulsés zaïrois, que ceux-ci risquent en arrivant dans ce pays d'être aussitôt torturés ou exécutés (cf. *Billets* n° 20). Charles Pasqua n'a pas manqué, dans le cas de Wumba Nzaki, de court-circuiter la justice afin d'apporter sa quote-part.

Milice franco-camerounaise

La compagnie de sécurité privée Africa Security (AS) emploie 1 300 hommes lourdement armés, disposant de véhicules blindés 4x4, et issus pour la plupart de l'ethnie présidentielle Beti. Son capital, franco-camerounais, s'ouvre entre autres au redoutable secrétaire d'État à la Sécurité intérieure, Jean Fochivé. Le directeur général Patrick Turpin est un fervent soutien du tandem Pasqua-Balladur, comme l'ex-ambassadeur Yvon Omnès (cf. *Billets* n° 20) - le plus souvent escorté par deux gardes du corps d'AS. Cette milice privée est largement utilisée par Elf et l'ambassade de France. Les opposants camerounais y décèlent une inquiétante collusion entre un clan politique français (type droite musclée), la police secrète du régime Biya, et le noyau dur de ses partisans (*Africa Confidential*, 06/03/1995).

ILS ONT DIT

« Dans plusieurs pays africains, les services spéciaux français protègent les hommes au pouvoir dont certains, c'est vrai, sont parfois des dictateurs : mais c'est en faveur de ce que j'appelle [...] "la politique du moindre pire". » (Claude SILBERZAHN, qui dirigea la DGSE de 1989 à 1993, in *Le Nouvel Observateur*, 30/03/1995).

[Et ce sont des Français, échappant pratiquement à tout contrôle, qui, plus de 30 ans après les indépendances, décident ainsi du « moindre pire » dans les pays africains !]

« Je pars du principe que je ne suis pas un intérimaire pour six mois. » (**Bernard DEBRÉ**, ministre de la Coopération depuis le 12/11/1994, in *Jeune Afrique* du 16/03/1995).

[*Le même homme rêve pour l'après-présidentielle « d'un ministère de la Coopération aux compétences élargies »...*].

« La remise en cause de la spécificité de la politique africaine [*par Lionel Jospin*] ? Le thème repris de Jean-Pierre Cot, le premier ministre de la présidence Mitterrand, fera chaud au cœur d'un certain public militant, au risque d'inquiéter des États étroitement liés à la France, qu'a déjà effarouchés la dévaluation, sans mesures d'accompagnement véritables, du franc CFA. S'il est souhaitable de mieux contrôler certains agissements de responsables irresponsables, est-il nécessaire de paraître céder au cartiérisme pur et simple ? L'Afrique ne mérite pas tant de sévérité. [...] L'examen critique du passé auquel se livre implicitement le programme de Lionel Jospin [*est*] trop sévère par démagogie envers des actes réalistes, obligés ou inévitables de la présidence Mitterrand ». (**Philippe SEGUIN**, Président de l'Assemblée nationale, *Socialistes, encore un effort pour devenir républicains !*, *Le Monde*, 11/03/1995).

[*On notera :*

- *Le mépris du « public militant » : Ph. Séguin préfère le public couché ;*

- *La préférence pour les États, ou plutôt leurs chefs (l'effarouchement impliquant la métonymie), « étroitement liés à la France ». La plupart ont spéculé contre leur propre monnaie. Ils s'inquiètent de la disparition des charters vers Genève, chargés de valises à billets CFA, grâce auxquels ils pouvaient écouler aisément le fruit de leurs rapines et rétribuer leurs parrains français ;*

- *L'assimilation de l'exigence d'un bon usage de l'aide publique au développement (APD), cette générosité collective des Français, à du « cartiérisme pur et simple ». De la part du Président de l'Assemblée nationale (dont la vocation première fut de décider et contrôler l'usage de l'argent public), cela revient à bénir la formule selon laquelle l'APD consiste « à prendre l'argent des pauvres des pays riches pour le donner aux riches des pays pauvres ». L'appel à moins de « sévérité » suggère une (auto) amnistie perpétuelle, soit le meilleur moyen de propager le cartiérisme ;*

- *L'indulgence vis-à-vis de la présidence Mitterrand, dont la politique africaine fut couronnée, comme on sait, par le soutien aux génocidaires rwandais, l'aval au massacre des populations sud-soudanaises, et le grandiose tableau républicain proposé sur la scène du casino de Biarritz : c'est sans doute cela les « actes réalistes, obligés ou inévitables » de la République séguino-mitterrandienne. On peut ne pas aimer ses palais.]*

À FLEUR DE PRESSE

FRANÇAFRIQUE

La Croix, Charles Pasqua en Afrique, 04/03/1995 (Jean-François BAYART) : « On peut naturellement penser qu'une sourde lutte d'influence oppose virtuellement E. Balladur à C. Pasqua au sud du Sahara, symétrique à celle qui a opposé le Premier ministre à son "ami de vingt ans". Mais dans la mesure où le chef du gouvernement n'a jamais désavoué son ministre de l'Intérieur et même a toujours arbitré en sa faveur dans les conflits avec le ministère des Affaires étrangères, une autre hypothèse se fait jour, singulièrement préoccupante.

Il est admis de la plupart des observateurs qu'E. Balladur n'a guère la fibre africaine et cache mal l'ennui profond qu'inspirent chez lui les problèmes du sous-continent. En tout état de cause, la "doctrine d'Abidjan" qu'il a énoncée en septembre 1993 et qui conditionne l'aide française hors projet à la conclusion d'accords entre les pays concernés et le Fonds monétaire international, annonce sa suspension à terme : d'ores et déjà, plusieurs des États de la zone franc sont incapables d'honorer leurs engagements malgré la dévaluation de janvier 1994, et au lendemain de l'élection présidentielle, les institutions multilatérales de Bretton Woods se montreront sans doute moins indulgentes qu'elles ne le sont aujourd'hui à la demande de Paris. La tentation serait grande, alors, d'abandonner les pays africains à leur tête-à-tête avec celles-ci et de se contenter d'une aide projet, strictement bilatérale, gérée directement par les institutions françaises de coopération dans la meilleure veine du clientélisme diplomatique traditionnel, ou sous-traitée à des ONG et à des collectivités locales sur le modèle de ce que pratique déjà à assez grande échelle le département des Hauts-de-Seine. N'y aurait-il pas, entre E. Balladur et C. Pasqua, un partage des rôles au sud du Sahara, plutôt qu'une rivalité ?

Financièrement et politiquement, cette carte serait jouable. Mais elle marquerait une régression consternante de la diplomatie française en isolant davantage notre pays de ses partenaires européens, déjà indisposés par nos options africaines ; elle sanctionnerait le renoncement définitif de notre coopération quant à la définition d'une voie de développement autre que celle de l'ajustement structurel néolibéral, actuellement dans l'impasse ; elle consacrerait l'acceptation du processus de restauration autoritaire, avec son lot de répressions et de conflits armés. Surtout, elle accélérerait le glissement de l'Afrique vers une criminalisation complète de l'économie et de la politique. À cet égard, on peut s'étonner du manque de prudence dont font preuve C. Pasqua et ses amis, [...] très proches des frères Feliciaggi qui ont installé plusieurs casinos et le PMU en Afrique centrale. Or, tous les experts s'inquiètent des opérations de blanchiment de l'argent sale qui s'effectuent dans la région, grâce à la complicité de gouvernements financièrement aux abois et à la convertibilité du franc CFA. »

SOUDAN

Charlie-Hebdo, La tendresse de Pasqua pour les tueurs soudanais, 01/03/1995 (Jean ZIEGLER) : « À Khartoum [...], une équipe effroyable d'islamistes déterminés est au pouvoir. Elle mène contre les cinq millions de paysans et d'éleveurs Dinka, Shilluk et Nuer du Sud une guerre d'extermination. [...].

Dans une villa d'Omdurman, Ramirez Sanchez, dit Carlos, est cueilli dans son sommeil, remis au général Rondot et expédié à Paris [...]. Satisfaction onctueuse du pacha Balladur ! Triomphe de son vizir Pasqua ! À ceux qui s'inquiètent publiquement des contreparties concédées par le ministre de l'Intérieur français aux tueurs de Khartoum, le vizir répond avec superbe, en vrai et grand homme d'État qu'il est : le régime du FNI (Front national islamique) serait résolument engagé dans l'*infatih* (la politique d'ouverture et de rapprochement avec l'Occident). L'alliance entre Hassan el-Tourabi, alors principal dirigeant du FNI et inspirateur de l'*infatih*, et le grand chef de Paris servirait à accélérer l'"humanisation" du régime intégriste [...].

Moins de sept mois plus tard, coup de tonnerre : les structures dirigeantes du FNI sont bouleversées ! Le rusé Hassan el-Tourabi perd le pouvoir effectif au profit de son adjoint l'avocat Ali Osman Muhammad Taha, chef de l'aile dure du Front [...]. C'est lui qui, depuis trois ans, coordonne les principaux réseaux terroristes au Maghreb et dans la Corne de l'Afrique. [...] Al-Ittihad al-Islami, organisation terroriste multinationale, dépendant directement du nouvel homme fort du Soudan, s'applique à déstabiliser le Kenya, la Somalie du Sud, l'Ogaden et surtout : le Tchad. Quant à la Brigade islamique qui fait exploser ses voitures piégées à Kampala [...], sa mission est de transformer en théocratie intégriste la très frivole société multiculturelle de l'Ouganda.

[...] La victoire de l'aile dure à Khartoum n'est suivie d'aucun désengagement français ! Pasqua, grand maître d'œuvre de la politique soudanaise de la France, continue sa collaboration avec les tueurs du bord du Nil [...] comme si de rien n'était. Rappel : le satellite "Spot", propriété exclusive de la France, livre journalièrement à l'armée soudanaise les photos satellite qui permettent de localiser dans les jungles du Bar-el-Ghazal les camps de réfugiés dinka et les bases [de l'opposition armée]. Les militaires de Khartoum étant plus doués pour brûler des camps de réfugiés que pour lire les photos satellite, Pasqua a gracieusement installé à Khartoum et à Juba deux antennes de la DGSE, où les techniciens et météorologues français indiquent aux pilotes des bombardiers arabes où et comment frapper le plus efficacement les populations sans défense. Des centaines d'agents dits de sécurité soudanais sont formés actuellement en France. Jeannou Lacaze, ancien chef d'état-major, et le colonel Jean-Claude Manton, consul français à Bangui de 1980 à 1992, jouent - sous la direction de Pasqua - eux aussi un rôle bénéfique : le corps expéditionnaire soudanais qui fait la chasse aux populations noires du Sud utilise le nord du Zaïre et la région de Goubéré (République centrafricaine) pour prendre à revers les forces de la résistance du Sud. Manton et Lacaze dressent les plans d'attaque.

En contrepartie, Total reçoit les concessions d'exploitation au Darfour et le long de la mer Rouge, et l'industrie d'armement française acquiert un monopole au Soudan »

Témoignage chrétien, Soudan : le Sud supplicié, 10/03/1995 (François MISSER) : « Le père Henri Boulad, vice-président de *Caritas Internationalis* [...] clame [...] son indignation face à la déportation "par villages entiers" des habitants des monts Nouba, réfractaires au pouvoir central. Quantité de femmes et d'enfants auraient été vendus comme esclaves dans le Golfe et en Libye. Cet exode de la servitude concernerait ainsi chaque année 45 000 enfants noubas et d'autres ethnies. [...]

À Khartoum, les Sudistes ayant fui la guerre subissent un autre calvaire. La congrégation des Pères comboniens [...] affirme que "quatre leaders chrétiens ont été fouettés et crucifiés". [...] Invoquant un "plan d'embellissement" de la capitale, les autorités ont [...] déporté de force en plein désert [...] quelque 750 000 personnes. La police de Khartoum a interpellé et incarcéré des milliers de jeunes gens des deux sexes à la sinistre prison de Kobar, où ils ont reçu de nouvelles identités avant d'être expédiés dans des camps de rééducation "islamiques" [...].

Africa Confidential révélait il y a plus d'un an que 2 000 Pasdarans iraniens entraînaient les milices du FNI, conjointement avec des vétérans afghans et des combattants du Hamas palestinien. [...] La volonté d'expansion en direction des réfugiés rwandais placés sous la coupe des tueurs Interahamwe et venus d'un pays où la population musulmane depuis 1914 serait passée de 3 000 à un million de personnes, ainsi qu'en direction du Zaïre, se concrétise. Avec tous les dangers de régionalisation du conflit que comporte cette stratégie, qui vise notamment à affaiblir l'Ouganda qui cumule le rôle de refuge et de source d'approvisionnement aux maquisards de l'APLS ainsi que celui d'allié du nouveau gouvernement de Kigali. »

RWANDA

Le Souverain (Bukavu, Zaïre), **Qui veut la paix, prépare la guerre**, 03/1995 (Emmanuel BARHAYIGA SHAFARI) : « En janvier 95, à Boza, une localité de l'île Idjiwi, un commando fit une incursion à Nyamasheke au Rwanda. L'escarmouche dura plus d'une heure... Ce qui est certain est que dans les entrepôts du Chantier Naval Mecanic, de la brasserie de Bukavu, les FAR ont recruté avec une prime de 400 dollars. Qu'à Rutshuru, M. Kanyamanza est appréhendé avec un convoi important d'armes de guerre pour le compte des FAR ; le 23 novembre à Kabare, une autre opération est sur le tapis, le convoyeur surpris tire à qui mieux mieux et parvint à se sauver...

Dans l'entre-temps, "Mme Rumeur" soutenait avec force qu'à Kamanyola, les hutu rwandais et burundais s'entraînaient d'arrache-pied; de même dans le grand camp militaire zaïrois de Kitona avec l'appui d'instructeurs militaires français. »

Reuter, Mystérieux pont aérien militaire pour Hutus, 17/03/1995 : « Les partisans de l'ancien régime hutu du Rwanda réfugiés au Zaïre ont reçu ces deux derniers mois des armes acheminées par avion [...]. Selon Stewart Wallis, directeur de la division extérieure de l'organisation britannique [*Oxfam*], les mystérieux Iliouchine amenant ces armes ont effectué une douzaine de rotations à l'aéroport de Goma, proche du plus grand camp de réfugiés au Zaïre. Il a déclaré que la provenance des armes n'était pas établie mais il a fait état de leur transit probable par la Bulgarie et l'Égypte ».

[Un remake des fournitures d'armes au Hutu power, par l'aéroport de Goma, d'avril à juin 1994 ? Ces livraisons provenaient en partie d'Égypte ; elles étaient probablement organisées par les « services » français.]

BURUNDI

L'Humanité, Affrontements, exode : le Burundi bascule dans la folie, 27/03/1995 (Jean CHATAIN) : « Les actes les plus atroces ont été multipliés ces dernières semaines, débouchant sur un embrasement en passe de se généraliser. Deux extrémismes s'alimentent au moins autant qu'ils se combattent : celui des milices hutues soutenues par leurs homologues rwandais et sans doute aussi par le Zaïre de Mobutu ; celui d'activistes tutsis ayant, en partie, noyauté l'armée. Les assassinats racistes perpétrés par les premiers "justifient" les actes de purification ethnique commis par les seconds. Cela devant un gouvernement paralysé et en passe d'éclater, et la grande majorité d'un peuple - les deux communautés confondues - livré à l'angoisse et réduit au rôle d'otage. »

L'Humanité, Une déstabilisation programmée ?, 28/03/1995 (Jean-Pierre CHRÉTIEN) : « Une enquête de la BBC a montré la collusion des milices hutues burundaises avec les Interahamwe rwandais réfugiés en région de Bukavu. Leur projet d'élimination des Tutsis, selon le modèle de l'ancien régime de Kigali, est à peine voilé. Mais un autre extrémisme s'est développé depuis un an en milieu tutsi. Il est incarné par des politiciens admirateurs de l'ex-président Bagaza, par quelques journaux et par des bandes de jeunes voyous (dits "sans échec" ou "sans souci"), politisés depuis un an et qui terrorisent les Hutus dans le centre de la ville [*de Bujumbura*]. Leur projet est celui d'un apartheid ethnique. [...] »

Le piège politico-ethnique qui a conduit au génocide rwandais est présent au Burundi, même si une sorte d'équilibre de la terreur a conduit à une convention de partage du pouvoir depuis septembre 1994. La "communauté internationale" va-t-elle contribuer à neutraliser les extrémismes et d'abord à les identifier ? Ou tomber dans les clichés ethniques conduisant à justifier leurs propagandes ? ».

Libération, La politique minimaliste de la France au Burundi, 29/03/1995 (Alain FRILET) : « Lundi [23 mars] après-midi, au terme d'un conseil restreint qui s'est tenu à Matignon, [...] décision a été prise de renvoyer Bernard Debré au Burundi. [...] Le ministre s'est vu confier la tâche de "*consolider le processus de réconciliation nationale*" au Burundi, et favoriser "*le retour à une vie démocratique normale*". Le tout en une seule journée. Si la décision française frise le ridicule par la démesure de son ambition, elle est aussi insultante pour le travail effectué par le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, le Mauritanien Ahmed Ould Abdallah, en poste au Burundi depuis des mois. De l'avis de tous les diplomates à Bujumbura et de la classe politique burundaise, on doit surtout à ce négociateur hors pair d'avoir évité que le Burundi ne sombre dans un drame à la rwandaise ».

Le Soir (Belgique), Sur la dégradation de la situation au Burundi, interview d'Ahmed OULD ABDALLAH, délégué du Secrétaire général de l'ONU, 27/03/1995 : « La Belgique, non seulement refuse de paniquer, mais recherche activement une solution. Et cela à l'inverse d'autres gouvernements occidentaux, qui prennent des mesures aggravant la situation au lieu de la stabiliser... [...] J'affirme que, de manière totalement irresponsable et, je précise, scandaleuse, certains s'emploient à pousser ce pays vers le précipice que tout le monde, précisément, veut éviter. La communauté internationale a une responsabilité dans ce qui se passe. Voyez mes collègues du HCR qui annoncent que de l'autre côté de la frontière zaïroise ils peuvent accueillir 50 000 réfugiés. N'est-ce pas là une invitation à l'exode ? Voyez la route vers le Zaïre : des organisations humanitaires transportent elles-mêmes les matelas et les biens des gens qui choisissent la fuite... Au lieu de venir ici pour aider, pour comprendre, on vient pour être témoin d'un massacre. Même chez vos collègues journalistes, je constate un certain voyeurisme ; ils sont comme des vautours, ils cherchent le sang et les cadavres car cela donne de meilleures images, plus de sensations. Moi, je ne crois pas que la catastrophe soit inévitable, mais on finira par la provoquer ».

Observatoire permanent de la Coopération française

Rapport 1995

L'ouverture d'un travail de fond, avec plusieurs avis et sous-rapports sur les chiffres de l'aide publique, la dévaluation du CFA, la coopération militaire, et le Rwanda.

Desclée de Brouwer. Ce livre peut être commandé à Survie (120 F)

D'ici l'élection présidentielle, la Coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France publie chaque mois un Dossier noir (disponible à Survie - 20 F.). Le 5 avril :

Les candidats et l'Afrique : le dire et le faire.

Les discours des prétendants à l'Élysée confrontés à leurs pratiques, et à celles de leurs entourages.

SUPPLEMENT AU "POINT SUR LA LOI POUR LA SURVIE ET LE DEVELOPPEMENT" - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE

PRIX: 6 FF - SURVIE, Tél.: (33.1) 43 27 03 25 ; Fax: 43 20 55 58 - COMMISSION PARITAIRE N°71982 - DEPOT LEGAL AVRIL 1995 - ISSN 1155-1666